

16 novembre 2012 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Point de presse de MM. François Hollande, Président de la République, et Bronislaw Komorowski, notamment sur les relations entre la France et la Pologne, à Varsovie le 16 novembre 2012.

M. Bronislaw KOMOROWSKI -- (Traduction non enregistrée)

LE PRESIDENT -- « Je voudrais d'abord remercier le président KOMOROWSKI pour l'accueil exceptionnel qui m'est réservé aujourd'hui, non seulement à l'occasion des entretiens que nous avons déjà eus et de ceux qui vont suivre avec le Premier ministre TUSK, mais également avec le discours qu'il m'a été proposé de faire devant la Diète polonaise. Tout cela confirme la profondeur de la relation entre la France et la Pologne -- liée à l'Histoire, liée à l'économie, liée à la place de nos deux Nations en Europe -- et également le partenariat stratégique voulu il y a déjà plusieurs années et que je veux maintenant traduire concrètement par des réunions au plus haut niveau entre deux chefs d'Etat -- comme nous l'avons fait ce matin -- mais également par des réunions au niveau des gouvernements. Très prochainement, nous en aurons l'illustration. Je viens à un moment -- vous l'avez rappelé -- où l'Europe a un rendez-vous avec elle-même sur son propre budget et également sur son propre avenir monétaire. Sur ces deux grands rendez-vous, l'Europe aura à cœur de prendre les bonnes décisions. La France et la Pologne seront ensemble pour les préparer : ensemble sur la question du budget parce que je n'opposerai pas la politique agricole commune -- celle qui est considérée comme notre histoire -- avec les fonds de cohésion auxquels la Pologne est très attachée. Nous serons donc ensemble pour défendre une même conception du budget fondée sur la solidarité. Nous aurons aussi à promouvoir une priorité pour la croissance.

De la même manière, pour l'avenir de la zone euro, je n'opposerai pas les pays qui en sont membres -- la France au premier rang -- et des pays qui ont vocation à y adhérer et notamment la Pologne. Je veillerai, pour l'approfondissement de l'union économique et monétaire, à ce que la Pologne et d'autres pays, qui ont la même vision de leur avenir avec la zone euro, puissent être directement impliqués pour les décisions qui les concerneront et qui les concernent déjà. Nous avons également entre nos deux pays, vous en avez eu l'illustration avec ce char qui renvoyait à notre histoire, des responsabilités en matière de sécurité européenne. La Pologne consacre une part importante de son budget aux dépenses liées à la défense et aux commandes militaires. La France a également une vision de sa propre défense qui s'accorde avec la volonté de donner plus de sécurité à l'Europe. Là encore, nous aurons à en faire la démonstration. Je suis venu, non seulement avec des parlementaires, et je les en remercie, qui participent à l'amitié entre la France et la Pologne, mais avec beaucoup de chefs d'entreprise. Non pas pour faire pression sur les autorités polonaises : nos entreprises n'ont pas besoin d'être soutenues parce qu'elles ont suffisamment de domaines d'excellence pour faire valoir tout ce qu'elles peuvent apporter à l'économie polonaise. Mais parce que j'ai voulu démontrer un état d'esprit : nous devons hausser la relation entre la France et la Pologne dans tous les domaines culturel, économique, militaire, politique... C'est pourquoi la visite d'aujourd'hui a un caractère exceptionnel.

QUESTION -- (Traduction non enregistrée)

LE PRESIDENT -- La France veut d'abord un budget qui soit certes maîtrisé pour l'Europe dans les prochaines années -- compte-tenu des contraintes qui pèsent dans tous nos pays sur le plan

les problèmes amassés -- compte tenu des contraintes qui existent dans tous nos pays sur le plan budgétaire -- mais à un niveau qui permette le financement des grandes politiques européennes. Parmi ces politiques il y en a deux auxquelles la France est très attachée : d'une part, la politique agricole commune qui n'est pas une sauvegarde, une préservation d'intérêts ou d'acquis liés au passé mais une politique de développement sur le plan territorial et sur le plan économique et d'autre part, les politiques dites de cohésion auxquelles nous sommes attachés pour des raisons de solidarité mais également de croissance.

Il faut donc un budget à un niveau suffisant pour permettre de préserver la politique agricole commune et les politiques de cohésion. Cela n'empêchera pas les politiques de croissance parce que ces politiques sont déjà des politiques de croissance. Nous aurons à tenir cette ligne au cours du prochain Conseil européen, sans exprimer, là encore, de chantage ou d'ultimatum. Parce que l'Europe ce n'est pas une suite de chèques ou de contributions. L'Europe c'est un état d'esprit. Qu'est-ce que nous voulons faire ensemble ? Que voulons-nous porter comme politique et comme priorité ?

QUESTION -- (Traduction non enregistrée)

LE PRESIDENT -- Pour le budget provisoire, nous sommes conscients que nous devons permettre à l'Europe de fonctionner et de vivre.

QUESTION -- (Traduction non enregistrée)

M. Bronislaw KOMOROWSKI -- (Traduction non enregistrée)

LE PRESIDENT -- « Oui je suis très préoccupé par ce qu'il se passe dans la zone de Gaza. A la fois par ces tirs de roquettes sur Israël et ensuite par la riposte qui peut entraîner une escalade. J'ai donc tout au long de la journée d'hier, avec le ministre des Affaires étrangères, pris toutes les initiatives pour éviter ce déchaînement de violence. J'ai eu au téléphone Benjamin NETANYAHU et je lui ai dit que nous étions conscients de l'exigence pour sa propre sécurité d'Israël, mais qu'il fallait aussi éviter de tomber dans des provocations qui pourraient dégénérer.

J'ai eu le Président égyptien MORSI, pour lui demander d'utiliser toute son influence afin d'éviter qu'il y ait d'autres actions. C'est la responsabilité de la France parce qu'elle peut parler aux uns et aux autres -- je ne parle pas du Hamas, je parle des pays -- pour éviter que nous puissions avoir un déchaînement et une escalade. Et nous utiliserons donc encore toute notre influence pour que nous puissions éviter le pire ».

QUESTION -- « Ces dernières années, les relations commerciales entre la Pologne et l'Europe ont été dominé par l'Allemagne. Alors j'aimerais demander aux deux présidents s'ils souhaitent rééquilibrer ces relations au profit de la France ? Est-ce la raison, Monsieur le Président de la République française, pour laquelle vous êtes venu avec des chefs d'entreprise français, assez nombreux » ?

LE PRESIDENT -- « Oui je suis venu à Varsovie aujourd'hui pour franchir une nouvelle étape dans la relation entre la France et la Pologne. Il y a eu la signature d'un partenariat stratégique en 2008, mais il s'est un peu perdu en chemin. Et puis les relations économiques ne sont pas à la hauteur de nos relations politiques. C'est la raison pour laquelle je suis venu avec de nombreux chefs d'entreprise qui sont convaincus que le marché polonais offre des opportunités considérables, à la condition d'être compétitifs.

Comme je l'ai dit tout à l'heure au Président polonais, l'amitié n'est pas encore un critère de compétitivité. Il ne suffit pas de se proclamer amis pour gagner des parts de marché. Nous devons faire la démonstration de notre efficacité et je suis sûr que dans de nombreux domaines les entreprises françaises sont capables de répondre aux sollicitations qui peuvent leur être faites. Par exemple, dans le domaine de l'énergie, dans le domaine de l'eau, dans le domaine des infrastructures, mais également -- nous en avons parlé -- dans le domaine militaire. Mais ce sont les entreprises qui elles-mêmes décideront de leur propre avenir ici en Pologne, en fonction de ce qu'elles peuvent apporter comme technologies.

Et comme l'a dit le Président, les échanges ce n'est pas dans un seul sens. Il doit y avoir des investisseurs également polonais qui viennent en France créer de l'emploi, créer de l'activité dans tous les domaines. Je ne parle pas simplement de la plomberie ! Parce qu'il y a eu trop de malentendus aussi entre la France et la Pologne. Nous devons donc écarter ce qui nous a, à un

moment, retenu parce que la France et la Pologne sont deux grandes nations industrielles et technologiques qui doivent coopérer. Il faut en terminer avec un certains nombres de clichés qui ont fait beaucoup de mal. Je veux donc à travers cette visite démontrer aux entreprises polonaises qu'elles peuvent venir en France travailler sans crainte et aux entreprises françaises qu'elles ont toute leur place ici pour faire valoir leurs capacités d'obtenir des marchés.

Nous avons de grandes perspectives, parce que nos niveaux d'échanges ne sont pas -- je l'ai dit -- à la hauteur de notre relation politique, culturelle et surtout historique. Mais je ne veux pas transformer le président de la République et les ministres en représentants de commerce. Il ne s'agit pas de cela. Il s'agit simplement de montrer qu'il faut faire toute la place à l'économie. Tout à l'heure, je participerai à un forum économique pour dire combien je me félicite de ce nouveau climat entre nos deux pays. La confiance politique et la confiance économique vont de pair ».

QUESTION -- « Et je me permets d'insister de nouveau sur la situation à Gaza, parce que nous aimerions savoir qui, selon vous, est responsable de cette nouvelle escalade au Proche-Orient ? Que peut faire l'Europe et singulièrement la France ? »

LE PRESIDENT -- « L'urgence n'est pas de condamner, l'urgence c'est d'arrêter. Il y a eu des tirs de roquettes venant de Gaza, il y a eu la riposte. Il y a des victimes et ce sont des victimes civiles même s'il y a pu avoir des cibles militaires. La responsabilité de la France -- vous m'y engagez, vous me le rappelez -- c'est justement de pouvoir utiliser, user de son influence, pour dire à tous ceux qui sont tentés d'aller vers la provocation ou d'autres la riposte, de mettre un terme à ce processus et d'éviter l'escalade. C'est ça la responsabilité de la France ! Et je vais dans ces prochaines heures continuer de le faire. Il se trouve que, je l'ai dit, la France peut parler à tous -- sauf à ceux qu'elle ne reconnaît pas -- mais est capable de faire entendre le langage de la raison. Nous l'utiliserons donc pleinement pour qu'il n'y ait pas d'autres victimes dans le cadre, hélas, de ce processus où la riposte suit l'agression ».